

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS
Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGEL

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 13 novembre 1891.

L'évolution du radicalisme genevois.

Genève, 12 novembre.

Y. — Les trois partis en présence viennent d'arrêter leurs listes conformément aux indications que je vous avais données par le télégraphe.

Quatre candidats, MM. Dufour et Ador, démocrates; Didier et Fleuret, radicaux-libéraux, sont portés sur les trois listes ou sur les deux principales. Leur élection est donc assurée.

On en peut dire autant, je crois, de M. Boissonnas, qui a dans son jeu l'appui des radicaux-dissidents et l'effet moral produit par la fameuse brochure des voies étroites dont l'auteur paraît bien être M. Gavard puisqu'il n'a pas saisi l'occasion qui lui a été donnée d'en désavouer la paternité.

La lutte portera donc sur les deux fauteuils occupés actuellement par MM. Richard et Dunant, desquels on peut attendre du reste une vigoureuse défense.

Des trois derniers candidats du Genevois, MM. Vautier, Henry Fazy et Binder, on pourrait croire que c'est le dernier qui a le plus de chances, attendu qu'il figure également sur la liste du Radical national. Mais M. Binder est un nouveau venu et, de plus, il est assez impopulaire, même du côté de ses amis politiques, pour des raisons que je n'ai pas à vous donner, mon rôle étant de vous renseigner sur la situation électorale et non de poursuivre dans vos colonnes des polémiques auxquelles les journaux genevois suffisent amplement.

Le vétéran de la politique radicale, M. Moise Vautier, a pour lui la situation acquise et le fait que le comité démocratique n'a décidé qu'au dernier moment de le remplacer sur sa liste par M. Didier, un homme d'affaires expérimenté dont l'entrée au Conseil d'Etat sera bien accueillie par tous les partis; radical de nom, mais en fait si indépendant qu'au conseil administratif il a toujours été, en dépit du Genevois, d'accord avec ses collègues démocrates. Grâce à M. Didier, même au cas fort improbable où l'opposition réussirait à éliminer MM. Richard et Dunant, nous serions assurés d'avoir au Conseil d'Etat une majorité pour continuer la politique d'affaires, d'économies et d'apaisement inaugurée il y a deux ans et dont les premiers résultats paraissent assez satisfaisants aux esprits non prévenus.

La bataille décisive sera ajournée à l'an prochain, au moment où sera posée au peuple la question de la révision constitutionnelle en vue de laquelle le Genevois prépare déjà ses batteries. En attendant, il semble que l'organe de M. Favon, désespérant de convertir les disciples et les continuateurs de Carteret, se dispose à accentuer cette évolution du côté du radicalisme fazyste dont je vous ai signalé le début. Dans quel chemin de traverse M. Henry Fazy entrainera-t-il ses nouveaux amis? Il ne nous l'a pas encore fait savoir au juste, mais on peut le prévoir à peu près.

Avec son réel talent d'orateur et de publiciste, M. Henry Fazy est un homme dangereux... même pour ses alliés. Il semble qu'une fatalité le poursuive et qu'il ne puisse entrer dans une maison sans qu'elle tombe en ruines. Une seule fois il a rendu à son parti un signal service et c'est précisément lorsqu'il a combattu contre lui en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Malgré des prodiges de

valeur, il entraîna dans la déroute ses compagnons d'armes d'alors qui sont ses adversaires d'aujourd'hui. En somme il est moins inquiétant de sentir M. H. Fazy dans le camp adverse qu'à ses côtés.

La question de la séparation qui par le vote écrasant de 1880 semblait avoir été enterrée, pourrait bien renaître avant qu'il soit longtemps. Elle est de nouveau dans l'air, si bien que la Tribune a pu mettre en avant une liste « anti-séparatiste ».

Comme signe des temps, nous aurions à noter de curieux symptômes. Si l'on en croit le Courrier de Genève, le parti radical se serait déjà mis en frais de coquetteries pour séduire ses anciens adversaires. « Dans l'intimité de quelques réunions clandestines, il aurait été fait des promesses secrètes sous le manteau de la cheminée. » Le Courrier, du reste, est d'avis de repousser ces avances; il reste déliant et sait ce que valent les promesses faites avant une élection. Les catholiques ne sauraient oublier en un jour les haines confessionnelles que durant vingt ans l'on a exploitées contre eux; ceux qui les ont soulevées seraient, eux, tout disposés à les effacer, d'autant plus qu'elles ont beaucoup perdu de leur efficacité comme moyen de réclame électorale.

Malgré le peu de succès de ces premières tentatives, on peut prévoir des manœuvres de la dernière heure, destinées à gagner à la candidature de M. Henry Fazy quelques voix dans les communes de la rive gauche. Tel est probablement le but de certaine réunion de catholiques « non subventionnés » convoquée par un avis publié d'abord par le Genevois. Il valait vraiment la peine de signaler ce curieux spectacle: le Genevois lançant un signal de ralliement pour les fidèles de l'Eglise romaine. Le résultat sera sans doute une liste de plus à ajouter aux innombrables affiches bigarrées qui, pour quelques jours, vont recouvrir nos murs d'un manteau d'arlequin. Cette polychromie a presque la valeur d'un symbole. Arlequin n'est-il pas le patron des hommes politiques?

Les idées de M. Fazy reçoivent un meilleur accueil à Fribourg qu'à Genève. La Liberté publie des lettres de Genève d'un correspondant qui expose les grands principes du radicalisme fazyste de l'avenir et feint de les prendre au sérieux. Tout indique que « le spectre noir », dont le succès est épuisé, sera sous peu remplacé par une reprise du « joug de fer de Calvin ».

Genève, 12 novembre.

Le comité démocratique accompagne la publication de sa liste d'une proclamation dont nous reproduisons le passage suivant:

Le comité démocratique vous propose la réélection intégrale de la majorité démocratique du Conseil d'Etat actuel.

Il a la conviction profonde de répondre ainsi au sentiment général du pays.

Nos adversaires eux-mêmes ne peuvent invoquer aucun grief vrai contre le Conseil d'Etat démocratique. Il ne lui reprochent qu'une chose, c'est d'avoir remplacé un gouvernement radical.

Nous savons ce que nous avons!

Nous avons au Conseil d'Etat des magistrats intègres, capables, dévoués, consacrant toutes leurs forces à administrer de leur mieux les affaires de leur département avec la seule préoccupation de l'intérêt général du pays.

Is avaient dit, il y a deux ans, qu'ils s'efforceraient de rétablir l'équilibre financier, de développer nos institutions dans un sens libéral et démocratique et de maintenir l'union entre les citoyens par une large tolérance.

Ce qu'ils avaient dit, ils l'ont fait.

Aristide n'était pas sot, il comprit et se dirigea vers les guérites, où Mme Vallencour et Mme Barly s'abritaient du soleil; là il s'inclina d'un peu trop bas, et se plantant d'aplomb principalement sur la jambe droite, il témoigna à la tutrice de l'héritière tout le plaisir que lui procurait cette rencontre imprévue.

— Imprévue? dit Mme Vallencour avec une nuance d'ironie. Le hasard vous a bien servi, monsieur.

— En effet, répliqua Bellet après le tout petit silence qui précéda généralement ses réponses, pour peu que le cas fut embarrassant, j'en aurais jamais pu souhaiter plus aimable rencontre! M. de Vallencour va bien?

— M. Vallencour va bien, je vous remercie, monsieur; vous me permettrez de vous faire remarquer que nous n'avons ni l'un ni l'autre le moindre droit à la pitié.

— Ah! pardon..., fit Aristide légèrement déconfit, je m'étais imaginé...

— Pas le moindre droit, et pas la moindre ambition, répéta la bonne dame.

Mme Barly, la tête détournée, admirait la baie de Saint-Malo avec un sérieux qui trahissait une certaine envie de rire. Mais notre ami n'était pas homme à se laisser troubler; ayant une chaise, il l'approcha de la guérite, sans s'y asseoir d'abord, et s'y appuyant en causant; il la fit ensuite pivoter avec une certaine affection, et entama une histoire si longue, et d'ailleurs si intéressante, que Mme Barly, touchée d'une telle constance, finit par lui dire:

— Mais asseyez-vous donc, monsieur!

Bellet tomba si prestement sur la chaise, qu'il parut y avoir été vissé toute sa vie, et continua son histoire, sans même y intercaler un point et virgule superflu.

Mme Barly, ignorante de tout ce qu'avait compté sa fille, écoutait le jeune homme avec intérêt, se demandant par moments pourquoi sa bonne amie, Mme Vallencour, témoignait une indifférence aussi marquée

Tandis que les cinq dernières années du régime radical de 1885 à 1889 avaient augmenté la dette de 7,400,000 francs en chiffres ronds, représentant une moyenne de déficit annuel de 1,480,000 francs, l'exercice de 1890 a soldé par un déficit de 8700 francs seulement, et celui de 1891 bouclera en équilibre selon toutes les prévisions.

Et ce résultat a été obtenu sans sacrifier les services publics, sans augmenter les charges des contribuables et sans impôts nouveaux.

Pendant ces deux ans, il a été fait pour près de 1,500,000 francs de travaux, constructions et rectifications de routes, corrections de rivières, etc.; l'instruction publique a été largement dotée et les communes ont été aidées dans la mesure convenable!

Dans le domaine économique, et en vue des écoles professionnelles et d'apprentissage, des projets importants ont été élaborés.

Dans le domaine politique, le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil la loi sur l'initiative populaire, complément et corollaire du référendum, et celle prolongeant la durée des pouvoirs publics.

En les acceptant toutes deux, le peuple a déjà, cette année, approuvé la politique suivie par le Conseil d'Etat.

Préoccupés de réaliser l'union de tous les citoyens, nos magistrats se sont inspirés de l'esprit le plus libéral et le plus tolérant.

L'apaisement des luttes confessionnelles est leur œuvre, et c'est du côté de nos adversaires que sont parties les vaines tentatives de ressusciter ces conflits.

Electeurs! Chers concitoyens!

Qui nous propose-t-on pour remplacer les magistrats libéraux et éclairés qui sont actuellement au pouvoir? On leur oppose une réunion d'hommes sans cohésion, sans programme commun, divisés sur toutes les questions importantes.

Le parti radical délégué et sans boussole n'ose même plus reporter les magistrats descendus du pouvoir il y a deux ans.

N'est-ce pas la justification la plus complète des critiques soulevées contre leur administration? N'est-ce pas la preuve que le courant d'opinion qui a porté aux affaires la majorité démocratique avait pleinement sa raison d'être?

Les magistrats démocrates que le peuple a honorés de ses suffrages il y a deux ans n'ont pas démerité de sa confiance.

Ils sont prêts à travailler encore pour consolider les résultats obtenus et pour marcher sagement dans la voie des améliorations utiles. Leur passé répond de leur avenir.

Nous faisons aussi la part de nos adversaires en reportant M. Fleuret et en prenant sur la liste radicale le nom de M. Didier, qui a fait ses preuves à la ville comme excellent administrateur, soucieux comme nous des finances publiques et résolu à maintenir la concorde entre tous les enfants du pays.

Un conflit écarté.

La question des pêcheries de la mer de Behring va prochainement être réglée à l'amiable. Une dépêche de Washington annonce que les Etats-Unis et l'Angleterre ont signé le compromis fixant les conditions dans lesquelles sera exercé l'arbitrage, déjà admis en principe, qui doit trancher le différend survenu à ce sujet entre ces deux puissances.

On connaît l'origine du conflit.

En 1888, le secrétaire du trésor du cabinet de M. Cleveland, M. Manning, émit l'avis qu'il appartenait au gouvernement des Etats-Unis de réglementer dans la mer de Behring la pêche des phoques à fourrures, dont la concurrence ardente des pêcheurs américains et canadiens menaçait de faire sous peu disparaître l'espèce, et il fit saisir plusieurs bateaux anglais et canadiens qui avaient contrevenu aux règlements émanés de lui. L'Angleterre protesta et les bateaux saisis furent relâchés.

Mais le congrès de Washington vota peu après un projet de loi interdisant la pêche du phoque dans la mer de Behring à tout pêcheur non autorisé par le gouvernement américain, et le nouveau président, M. Harrison, déclara « que tous les contrevenants ver-

raient leurs vaisseaux, engins de cargaison saisis et confisqués. » Cette prétention souleva, au Canada et en Angleterre, d'énergiques protestations. Sir John Macdonald, premier ministre du Dominion, la qualifia d'« attentat inique », et le Foreign-Office adressa des réclamations à Washington.

Une controverse juridique s'engagea. Suivant M. Blaine, les Etats-Unis en achetant le territoire d'Alaska à la Russie, avaient également acquis le droit, revendiqué par celle-ci en 1821, d'interdire aux bâtiments étrangers d'approcher des côtes de la mer de Behring à plus de 100 milles, et cette mer devait être considérée comme une sorte de lac américain.

Lord Salisbury répondit que les Etats-Unis eux-mêmes avaient protesté contre la théorie russe, et que, d'ailleurs, un traité anglo-russe de 1825 garantissait aux sujets des deux parties contractantes la liberté de pêche et de navigation sur toute l'étendue de l'Océan Pacifique; M. Blaine répliqua que la mer de Behring était *mare clausum* et ne faisait pas partie de l'Océan Pacifique; lord Salisbury soutint qu'elle en faisait partie comme le golfe de Gascogne de l'Océan Atlantique.

Pendant que cette discussion, sans issue, se poursuivait, les bateaux de pêche canadiens continuaient d'être saisis, le Canada menaçait d'user de représailles, et l'on craignait que les pêcheurs des deux pays ne se fissent leurs ennemis.

L'année dernière, enfin, M. Blaine proposa de soumettre le différend à un arbitrage et lord Salisbury accepta en principe. Il restait à fixer d'une façon précise les questions à trancher, les pouvoirs des arbitres et la procédure. C'est ce que le compromis qui vient d'être signé a pour but de régler. Il y a donc lieu de croire que tout danger de conflit est maintenant écarté.

NOUVELLES POLITIQUES

— La commission du budget de la Chambre des députés française a donné raison au ministre de la marine contre M. Brisson, rapporteur spécial pour cette branche de l'administration, qui préconisait tout un bouleversement du projet ministériel. Sur ce, M. Brisson a donné sa démission de rapporteur. Cet incident fait un certain tapage.

— On écrit de Mulhouse à la Gazette de France:

« Le mécontentement provoqué par l'arrêt d'expulsion rendu contre M. Gros et la mesure disciplinaire prise contre M. Dreyer est très grand. Ces mesures sévères sont considérées généralement dans les cercles des immigrés comme dans les sphères indigènes — comme une faute politique. Après la suppression du passeport, elles produisent l'effet d'une douche glaciale et annulent la bonne impression qui avait été partout ressentie. »

— Le roi et la reine d'Italie sont arrivés hier matin à Rome venant de Monza. Ils repartent aujourd'hui pour Palerme, où ils doivent présider à l'inauguration d'une exposition.

— La première partie des débats du procès de Massanaou s'est terminée par les dépositions des généraux Baldissera et Orero. Ces deux anciens gouverneurs de l'Erythrée ont déclaré qu'ils ne croyaient pas à la culpabilité de l'avocat Cagnassi, et ont revendiqué la responsabilité des actes commis pendant la durée de leur administration par les agents placés sous leurs ordres. Hier a commencé l'interrogatoire de Livraghi en ce qui concerne les accusations de péculat et de concussion.

— M. Crispien ayant accusé, dans une récente lettre, le Vatican d'avoir provoqué les incidents des pèlerins au Panthéon par deux circulaires du 18 septembre et du 6 octobre, le Vatican fait dire qu'il accordera une belle prime à celui qui lui donnera communication de ces circulaires, qui n'ont jamais existé.

— Le Parlement belge est saisi d'une nouvelle demande de crédit de cinquante-quatre millions de francs pour compléter les fortifications d'Anvers.

— Deodoro a suspendu tous les journaux de Rio-de-Janeiro hostiles à sa dictature.

assurés...

— Il y a des regards assurés qui sont faux, ma chère amie, rétorqua la tutrice avec chaleur, de même qu'il y a des pièces brillantes qui sont de plomb! Etudiez-le, et vous m'en parlerez autrement.

— Oh! moi, fit Mme Barly avec son bon sourire de maman fatiguée, je n'y tiens pas, vous savez! Je ne le protège aucunement! Est-ce qu'il plaît à Lina?

Mme Vallencour explora de l'œil la plage et les groupes qui s'y formaient à tout instant; les jeunes filles causaient en bonne et nombreuse société, pas le moindre indice de Bellet à l'horizon; elle retrouva un peu de calme.

— La vérité, ma bonne amie, dit-elle confidentiellement, c'est que ma pupille s'en est coiffée.

— Ce n'est pas possible! s'écria involontairement Mme Barly.

— Là! je ne vous le fais pas dire! Cela vous semble impossible; eh bien, cela est! Remarquez bien! je ne dis pas qu'elle l'aime, je dis qu'elle s'en est coiffée. Ce n'est pas du tout la même chose! Comment l'a-t-elle ensorcelée? Je n'en sais rien! Elle est pourtant intelligente...

— Par le cœur, suggéra la confidente. Il se sera présenté sous un jour qui le rendait intéressant... Le ver de terre amoureux d'une étoile!

— Peut-être... Probablement. Mon mari et moi, nous en sommes désolés et même inquiets. Nous nous réjouissons de la voir ici, à l'abri des adorations humbles, mais non muettes de cet être odieux, et voilà qu'il arrive!

— Croyez-vous qu'elle aurait pu lui dire?... Elle? Jamais de la vie! Elle est bien trop fière!

Mais lui qui la guette, il aura vu cela dans les journaux. En voilà une habitude! On ne peut plus faire un pas sans que tout le monde en soit informé! C'est ridicule et assommant!

Mme Barly souriait, amusée par la vivacité imprévue de son amie. Les deux femmes s'étaient liées

L'interpellation Laur.

Paris, 12 novembre.

A la Chambre vient l'interpellation Laur sur les mesures à prendre pour empêcher le retour des crises financières.

A en croire le député boulangiste, M. Rouvier est entré dans une voie dangereuse en mettant le crédit de l'Etat au service des établissements privés et en intervenant notamment dans l'affaire du Comptoir d'escompte. Il lui reproche aussi d'associer des maisons de banque aux opérations du Trésor pour provoquer artificiellement la hausse des valeurs de l'Etat.

M. Laur compare M. Rouvier à Louis XIV. Sa devise est: « Le crédit, c'est moi! » (On rit.) Il signale le caractère fâcheux de ses relations avec les agents de change. Il y en a un, M. Laurent, qui est connu comme son agent.

M. Rouvier. — Je n'ai jamais vu M. Laurent de ma vie.

Le président. — Vous répondrez, M. le ministre. Ces détails n'ont pas d'ailleurs une grande importance. (Applaudissements.)

M. Laur s'étonne de cette observation. Le président, dit-il, ferait mieux de ne pas voter des propositions inconstitutionnelles, comme celle de M. Millard, sur la mise en liberté du citoyen Lafargue, qu'il a fait voter par une escobarderie présidentielle. (Exclamations.)

M. Floquet répond qu'il ne peut que répéter, pour ce qui le concerne, ce qu'il a dit des paroles de M. Laur pour ce qui concernait le ministre des finances.

M. Laur reproche à M. Rouvier d'avoir provoqué une hausse factice par l'achat de rentes à jet continu. Les habiles se sont défilés de leurs titres et vous avez fait de l'Etat un gogo! (Nouveaux rires.) M. Rouvier s'est imaginé que tout paillard devant son soleil financier! Qu'est-il arrivé? C'est qu'il ne peut plus arrêter la baisse qui est la conséquence de la mauvaise récolte et du ralentissement des dépôts dans les caisses d'épargne.

Nos finances, notre crédit, sont aujourd'hui à la merci de la banque juive. La maison de Rothschild, qui est une maison internationale, ne cherche que la ruine de notre crédit. Elle s'attaque maintenant aux empires dont la défense nationale est liée à la nôtre. N'a-t-on pas vu un ambassadeur réclamant une intervention officielle auprès du roi Millard? (Exclamations.)

M. Rouvier. — Ce que vous dites est absolument inexact.

M. Laur. — Et que direz-vous de la démarche faite par M. Christophle, le promoteur de l'emprunt russe? De quoi donc avait-il à entretenir M. de Rothschild? (On rit.)

M. Laur s'écrie: « Ces rires jaunes n'empêcheront pas que vous avez assuré la suprématie de la banque juive dans ce pays. N'y a-t-il pas en ce moment, dans tous les pays du monde, une crise de l'or? » (On rit.)

M. Laur ajoute que cette crise sévit surtout chez nous. Le ministre des finances est obligé d'entrer dans des combinaisons interlopes avec un banquier pour lever de l'or en Amérique afin de maintenir l'encaisse de la Banque à 1300 millions.

M. le ministre. — Il n'y a pas dans les caisses de la Banque de France 1 million qui ne lui appartienne et dont elle ne puisse disposer.

M. Laur. — Elle n'en a pas moins pris des engagements vis-à-vis de l'Amérique par l'intermédiaire de M. Lazard. M. de Rothschild, qui est régent de la Banque de France, a drainé notre or pour le Brésil; il pourra demain le drainer pour l'Espagne. Bien plus, on a fait remise de 2 millions à l'Italie, lors du renouvellement des coupons, alors qu'en Italie on criait: « Vive Sedan! » et on a ainsi facilité le drainage du métal jaune.

M. le ministre. — Expliquez donc cela. Comment l'apposition d'un timbre sur des titres peut-elle faciliter le drainage de l'or?

M. Laur termine en déclarant que nous ne pouvons sortir de cette situation que par un grand effort, par des économies et surtout par la proscription des valeurs étrangères. Par dessus tout, il faut imiter les Etats-Unis, qui ont frappé l'or d'un droit à l'exportation; c'est le seul moyen de nous assurer contre les épreuves que l'avenir nous réserve.

La Chambre a en mains les intérêts de la patrie:

insensiblement et avaient fini par s'attacher l'une à l'autre d'une affection où l'estime tenait une part au moins aussi grande que l'amitié. La pensée que Mlle Lemartroy pouvait voir en Bellet le mari de son choix, ne semblait pas très sérieuse à cette mère de famille, inquiète d'établir ses enfants. Une des demoiselles Barly eût souhaité d'épouser Aristide, que cela ne lui eût tenu par un déraisonnable, mais dans son esprit de femme pratique, elle se refusait à l'idée d'admettre pour l'héritière un mariage avec un homme qui n'était son égal ni par la fortune, ni, ce qui était plus grave, par l'éducation et la position sociale.

— J'ai envie d'appeler du secours, fit Mme Vallencour après avoir repris haleine.

— Du secours! comme si la maison brûlait? Et où le prendrez-vous, votre secours? Un autre préendant?

— Si je savais où les prendre, j'en ferais venir autant qu'en avait Pénélope! Mais en cette saison...

— Soyez sans crainte, il s'en manifestera d'ici peu. Le sable des plages est extrêmement favorable à ce genre de végétation, répondit Mme Barly.

— Ce n'est pas ce qu'il me faut, répliqua la tutrice; le secours que j'ai l'idée de demander n'est pas celui d'un prétendant... au contraire! C'est Léo de Favières.

Mme Barly se mit à rire.

— Vous avez raison de le dire, c'est le contraire d'un prétendant. On raconte qu'il s'est arrangé pour manquer dix-neuf mariages, afin de conserver sa chère indépendance; et la bonne Mme de Favières ne peut pas comprendre pourquoi tous ses projets échouent!

— Précisément. C'est mon allié... contre Bellet.

— Mais c'est son ami! C'est lui qui vous l'a présenté, je crois?

— Raison de plus. Il ne l'a pas présenté pour épouser... Si je lui écrivais de venir?

(A suivre)

FEUILLETON DE LA GAZETTE

13

L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

Son gai visage devint tout à coup sévère; pinçant le bras de son amie, elle lui donna une secousse qui les arrêta net toutes deux.

— Lina, fit-elle d'une voix grave, c'est M. Bellet que je vois là!

— Où donc? fit Mlle Lemartroy, qui ressentit un petit choc intérieur.

— En face, devant les cabines... tu le vois très bien. C'est toi qui lui as dit de venir?

— Non! fit Lina, dont le visage s'empourpra. Non! je ne le lui ai pas dit.

— A la bonne heure! Parce que, tu sais... M. Bellet, je le déteste!

— C'est beaucoup dire! répliqua la jeune fille en s'efforçant d'avoir l'air calme.

— C'est trop peu pour ce que je pense! affirma imprudemment Cécile, perdant en un seul instant plus de terrain qu'elle ne pouvait le soupçonner. Il est ridicule et il est... il est toute sorte de vilaines choses.

— Tu n'en sais rien! rétorqua Lina, que la contradiction irritait toujours.

— Peut-être! Enfin, je sais qu'il ne devrait pas être ici. N'a-t-il pas eu assez de tout l'hiver pour prendre des poses affaissées dans les embrasures?

Bellet s'avancait déjà d'un air gracieux, le visage éclairé par la joie de revoir celle qu'il aimait. Il salua Cécile avec respect, et Lina avec une adoration intense, mais muette, puis s'arrêta devant elles.

— Ma mère est là-bas, monsieur, dit Mlle Barly, soulignant cette petite faute de goût que Lina avait remarquée, non sans un léger mouvement d'ennui.

si les grands juifs nous oppriment, s'écrie M. Laur, il n'y a qu'un moyen, pour se défendre, c'est de les expulser. (Mouvements divers.)

M. Rouvier répond. Le sort d'un gouvernement qui a à répondre à de telles questions, dit-il, est digne de commisération (Très bien! très bien!) Le ministre passera donc très rapidement en vue les diverses questions traitées par M. Laur. La Chambre a approuvé son intervention dans l'affaire du Comptoir d'escompte, et on a pu ainsi empêcher cette affaire de jeter le trouble dans le marché de Paris. La Chambre a, de même, approuvé la réponse du ministre sur les placements en reutes des fonds des caisses d'épargne.

Quant à la maison Rothschild frères, que M. Laur accuse d'attendre une occasion favorable pour porter son siège hors de nos frontières, M. Laur croit-il qu'il serait de l'intérêt français de priver le marché de Paris d'un facteur aussi important?

M. Laur. — Il ne s'agit pas de cela. (Exclamations.)

M. Rouvier s'étonne qu'on incrimine les conversations du ministre ou du gouverneur du Crédit foncier. Depuis quand est-ce un délit de causer avec M. de Rothschild? Quant au drainage de l'or, ce n'est qu'une chimère. (Rire général.) L'or ne fait prime ni à Paris, ni à Londres, ni à Berlin.

M. Aynard. — C'est au contraire le papier français qui fait prime à l'étranger.

M. Laur. — Qu'est-ce que cela prouve?

M. Rouvier s'explique sur les deux millions qu'on lui reproche d'avoir pas réclamés à l'Italie, pour le timbre du renouvellement des coupons du 5 0/0 italien. C'était avant les incidents des pèlerinages, et cette concession a été faite en conformité de la loi de 1880. En terminant, le ministre déclare qu'il a la conscience d'avoir géré avec prudence la fortune du pays.

Quant à la prohibition qu'il a apportée dans cette gestion, il ne s'abaissera pas à la discuter, ni avec M. Laur ni avec personne. (Applaudissements.)

M. Laur dépose un ordre du jour ainsi conçu :

La Chambre, ne pouvant approuver la politique financière du ministre des finances, passe à l'ordre du jour.

L'ordre du jour pur et simple est adopté par 491 voix contre 32 (les boulangistes).

Le discours de François-Joseph I^{er}.

Vienne, 12 novembre.

L'empereur a reçu, hier, les délégations des deux Parlements d'Autriche et de Hongrie.

La réception a eu lieu, conformément à l'usage, en deux fois : d'abord les députés autrichiens, ensuite les Hongrois. Après avoir prononcé son allocution en allemand pour les premiers, S. M. l'a répétée en langue magyare pour les autres.

« Je peux déclarer avec satisfaction que nous entretenons des relations très amicales avec toutes les puissances ; nous sommes absolument d'accord avec nos alliés pour considérer le maintien de la paix européenne comme la meilleure garantie du bonheur et de la prospérité des peuples. Mon gouvernement ne perd pas de vue ce but, et nous recevons de tous les cabinets européens l'assurance de tendances également pacifiques.

« On n'est pas encore parvenu, il est vrai, à écarter les dangers que présente la situation politique de l'Europe, ni à mettre un terme aux armements qui se poursuivent partout ; mais, comme le besoin de la paix se manifeste d'une façon générale et unanime, il est permis d'espérer que l'on finira par en assurer le maintien.

« Je désire qu'il me soit donné d'annoncer ce joyeux événement à mes peuples, de leur déclarer que les soucis et les charges actuelles et les dangers qui menacent la paix ont pris fin. Les projets de loi qui seront soumis à votre examen en vertu de la constitution, proviennent que mes deux gouvernements ont pris en considération de la façon la plus consciencieuse, la situation financière de la monarchie et se sont bornés à demander dans le budget de l'année prochaine les crédits les plus indispensables et les plus pressants pour l'armée active et pour la marine.

« Ils ont été obligés d'ajourner les dépenses très importantes qu'il y aurait lieu de faire pour l'armée.

L'empereur s'est ensuite adressé personnellement aux différents députés. Quelques incidents de ces conversations ont été remarqués. Ainsi, parlant aux députés vieux-tchèques Pollak et Dostal, François-Joseph a déploré en termes très énergiques l'agitation à laquelle la Bohême est en proie, et il a exprimé le désir de voir bientôt renaitre la paix dans les esprits. Il a blâmé les discours qui se prononcent chaque occasion pour ébranler les passions nationales. « Le principe de conciliation, a dit le souverain, doit enfin triompher. »

S'adressant au député Ruit, qui vient d'assister à la conférence pour la paix à Rome, le souverain a exprimé l'opinion que, par ce moyen, on n'atteindrait pas le but qu'on se propose.

Parmi les députés hongrois, l'empereur s'est adressé tout d'abord à M. Coloman Tisza, avec lequel il s'est montré particulièrement aimable ; il a exprimé sa satisfaction de ce que l'ex-ministre ait accepté un mandat de député et il s'est informé de son état de santé. Au comte Apponyi, l'empereur a demandé à brûle-pourpoint s'il avait été satisfait de son voyage. Le comte, qui vient de faire une tournée en province pour organiser plus fortement l'opposition contre le ministère hongrois, a paru interloqué, ce dont le monarque s'est aperçu : « Je veux parler de votre voyage en France, a-t-il ajouté. Vous avez été dans une ville d'eaux française. La cure vous a-t-elle réussi ? Avez-vous retrouvé votre voix ? »

Berlin, 12 novembre.

Le discours de l'empereur d'Autriche a causé une vive surprise à Berlin, parce qu'il sort des formules habituelles. On remarque que François-Joseph ne partage pas la confiance sérénité de M. di Rudini et de lord Salisbury et qu'il constate que, jusqu'à présent, on n'a pas réussi à écarter les dangers menaçant la paix de l'Europe. L'allusion aux charges écrasantes pesant sur les peuples est considérée comme un cri de Cassandre de s'arrêter dans cette voie, où l'Autriche-Hongrie ne pourrait plus suivre les autres nations.

Paris, 12 novembre.

On lit dans les Débats : Dans l'allocution qu'il a prononcée, l'empereur d'Autriche a rendu hommage aux tendances pacifiques de toutes les puissances ; mais il a entouré de quelques réserves l'expression de confiance que lui inspire le maintien de la tranquillité de l'Europe. Ces réserves paraissent avoir causé une légère inquiétude. Il ne semble cependant pas qu'il y ait lieu d'y attacher une importance particulière, et il est aisé d'en comprendre la raison. Le budget soumis aux Délégations accroit de quelques millions de florins le chiffre des dépenses militaires, et, pour amener le ministre de la guerre à se contenter d'une aussi médiocre augmentation, les ministres des finances d'Autriche et de Hongrie ont dû exercer une forte pression en menaçant de se retirer ; ce ne s'est résigné à leur donner satisfaction que moyennant la promesse de plus larges crédits pour l'exercice suivant. Afin de motiver l'accroissement de crédits demandé pour cette année, et de préparer les esprits aux nouvelles charges plus lourdes, annoncées déjà pour l'an prochain, le gouvernement se trouve obligé à ne pas faire preuve

d'un trop complet optimisme. C'est là, sans doute, l'explication des réserves insérées dans la harangue impériale.

INFORMATIONS DIVERSES

La tempête de mercredi.

EN FRANCE

Dépêches des 11 et 12 novembre :

Rouen. — Ce matin, à neuf heures, un coup de vent effrayant a renversé le panorama de Jeanne d'Arc, qui est sur la place Saint-Sever. Le panorama a été soulevé, pour ainsi dire, et s'est effaissé. Le dôme est resté, dominant les débris comme une gigantesque calotte.

Un gardien a eu la jambe cassée. A dix heures, un chapiteau de l'église Saint-Maclou a été renversé.

Une personne a été blessée. La bourrasque a renversé un vaste bâtiment dépendant de l'usine de produits chimiques Maletta, au Petit-Quevilly.

Deux hommes ont été tués par la chute d'une cheminée dans la filature Lepetit-Baudouin, à Pavilly.

Le Havre. — Un grave accident est arrivé au pont de la Barre. Un jeune homme de dix-huit ans, inconnu, a eu le crâne fracturé par le couvercle d'une voiture à sucre, attaché par le vent. Son état est désespéré.

Récamp. — Plusieurs bateaux ont sombré.

Des sauvetages étonnants ont été faits. Un matelot s'est noyé.

Quiberon. — La tempête dure encore.

Un grand nombre de bateaux pêcheurs et de navires sont perdus ou démolis.

Ces sinistres ont une vraie ruine et causent une grande désolation.

Cherbourg. — On a des inquiétudes sur les barques de pêche la *Sonne-Mère* et l'*Adolphe*, montées chacune par cinq hommes. Ils ont pris la mer mardi soir.

Le Mans. — De nombreux accidents sont arrivés, quelques-uns sont graves.

Ce matin à 9 heures, une grande cheminée de la gendarmerie est tombée dans la cour, d'une hauteur de vingt mètres. Un gendarme a été blessé à l'épaule et un ouvrier au crâne par la chute des briques.

Près de la manufacture des tabacs, une chapelle à laquelle les ouvriers mettaient la dernière main s'est entièrement effondrée. Les ouvriers ont été sauvés.

Calais. — La plus épouvantable tempête qui se puisse imaginer souffle depuis ce matin sur nos côtes. De nombreux malheurs sont à craindre en mer. En ville, on ne compte plus les cheminées tombées, les baraquements renversés et les toitures arrachées. Aucun accident de personne n'est encore signalé.

Les malles ont des retards énormes.

Brest. — A Saint-Pol-de-Léon, la tempête a fait des dégâts considérables.

La plus grande partie de la toiture du « Kreisker », établissement connu de tous les touristes, a été enlevée.

Le yacht *Korrigan*, appartenant à M. de Nettancourt, est perdu.

Paris. — Une conséquence de la violente tempête d'hier a été l'interruption complète des communications télégraphiques et téléphoniques avec l'Angleterre et avec le nord et l'ouest de la France. Depuis le terrible hiver de 1879, au cours duquel les communications avaient été suspendues pendant trois jours, le même fait ne s'était pas produit. Les fils téléphoniques ont été rompus les premiers ; quant aux fils télégraphiques, soit que les poteaux renversés les aient fait traîner sur le sol mouillé, soit qu'ils aient été brisés par le vent, il n'y en avait plus un seul en service dans les régions du nord-ouest et du nord, des onze heures. Les communications avec l'est et Berlin en particulier, qui ont pu continuer en partie l'après-midi, hier soir étaient interrompues à leur tour. Les perturbations que l'ouragan d'hier a apportées dans les services télégraphiques et téléphoniques vont remettre probablement en question la suppression des fils aériens et leur remplacement par des câbles souterrains.

La tempête a fort endommagé les jardins et les constructions du Champ-de-Mars. La galerie des machines et la tour Eiffel ont particulièrement souffert ; des ardoises, des plaques de zinc, des vitres et des lanternes ont été arrachées. Une vingtaine de personnes ont été blessées. Sur certaines lignes, les communications sont interrompues.

EN BELGIQUE

Bruxelles. — Chaussée d'Anvers il s'est produit, vers trois heures de l'après-midi, un accident dont les suites ont été malheureusement fatales.

Une jeune fille habitant Laeken passait devant une usine de la chaussée, lorsqu'une enseigne, se détachant, lui tomba sur la tête. La malheureuse a expiré deux heures plus tard. Elle avait eu le crâne brisé.

Un autre accident grave est arrivé rue de Namur, vers cinq heures.

Un domestique du comte de Flandres a reçu sur la tête les débris d'une cheminée. Il a été transporté au palais du comte dans un état très alarmant.

Anvers. — La tempête a été terrible à Anvers. Rue Terinck, une toiture en zinc, de cinquante mètres, a été enlevée et est tombée dans la rue sans blesser personne.

Un grand nombre de fils téléphoniques sont rompus.

Gand. — Une tempête des plus violentes s'est déchaînée sur la ville et a régné toute la journée. Elle a causé des dégâts considérables et de nombreux accidents. Un grand nombre de cheminées ont été abattues, des plates-formes ont été enlevées. La croix de l'église de Sainte-Anne a été emportée.

EN ANGLETERRE

Dépêches du 12 novembre :

Londres. — Pendant l'affreuse tempête qui a sévi hier sur la Manche, trois bâtiments ont échoué sur la côte entre Folkestone et Hythe. On craint que dix-huit hommes restés à bord d'un de ces navires allant de Londres à Sydney n'aient péri. Une tempête règne également sur la côte nord-est de l'Angleterre. On craint que plusieurs bateaux de pêche ne soient perdus. Une dépêche de Douvres annonce que le service des paquebots est entièrement suspendu. La tempête souffle avec une violence toujours croissante. Les toits de plusieurs maisons ont été enlevés à Folkestone et à Deal. On télégraphie de Lowestoft qu'une grande barque de pêche anglaise a sombré près du port. Sur huit hommes d'équipage, sept sont noyés.

Hythe (comté de Kent). — Tout l'équipage de la goélette française *Eider*, de Bordeaux, a été noyé, excepté quatre hommes qui ont été sauvés après des efforts inouïs. Il a fallu les secourir avec des barques de sauvetage qui ont perdu un homme.

Littelstone. — Cinq sauveteurs montés sur une barque ont été noyés en portant secours à un navire étranger qui est probablement français. Partout en Angleterre de nombreux naufrages ont eu lieu. On estime jusqu'à présent le nombre des morts à quarante. Dans le sud de l'Angleterre, l'orage a causé de grands dégâts. Les fils télégraphiques ont été coupés en plusieurs endroits.

Sandgate (Kent). — Les sauveteurs ont risqué leur vie hier pendant toute la journée infructueusement pour sauver les naufragés de la *Bienvenue*, cramponnés aux vergues depuis sept heures du matin. Enfin, après d'héroïques efforts, le bateau de sauvetage de Douvres, qui était parti pendant la nuit, vient de réussir à recueillir vingt-sept hommes de la *Bienvenue*. On opère un sauvetage de l'équipage du schooner français *Ville-de-Napoléon*, qui s'est échoué à Portlady, au moyen des fusées et du câble de va-et-vient. L'équipage d'un autre schooner anglais, également échoué sur cette côte, a été balayé par les vagues. Les hommes, épuisés et trop faibles pour se tenir au va-et-vient, ont péri en présence de milliers de spectateurs impuissants.

Yarmouth. — La goélette française la *Persévérante*, du port de Trouville, venant d'Alcoa, s'est jetée à la côte. L'équipage a été sauvé, mais le navire est complètement perdu.

EN ITALIE

Messine. — Le vapeur français *Martinique* a trouvé la tartane italienne *San Rocco* sans équipage, ballottée par les vagues près du cap Spartivento. La *Martinique* l'a remorquée à Messine. On ignore encore le sort de l'équipage.

EN PORTUGAL

Lisbonne. — Une grande tempête règne sur le littoral du Portugal.

EN ALGERIE

Biskra. — Des pluies torrentielles sont tombées dans les montagnes de l'Aurès. La ligne du chemin de fer est coupée aux stations de la Fontaine-des-Gazelles et de la ferme Dubourg.

Les voyageurs du train resté en détresse à Fontaine-des-Gazelles ont été obligés de revenir à Biskra, tout transbordement étant impossible.

Trois indigènes ont été noyés ; une caravane, provenant de Tazurth, est restée en détresse, cernée par les eaux.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Péages. — Les recettes des douanes en octobre 1891 ont été de 3,204,220 fr. 91, soit 360,958 fr. d'augmentation sur octobre 1890.

Du 1^{er} janvier à fin octobre 1891, les recettes ont été de 25,631,426 fr. 85, soit 541,749 fr. 56 de diminution sur la période correspondante de 1890.

Une élection dans le Jura bernois.

Le Grand Conseil de Berne a eu avant-hier une discussion vive à l'occasion des élections de Porrentruy pour la présentation d'un préfet.

Il y avait deux candidats : M. Boéchat, député, médecin, un homme modéré, peu mêlé aux luttes des partis, candidat conservateur, et M. Cuénat, député au Conseil national, radical passionné.

La votation donna les chiffres suivants : Votes valables, 5069 ; majorité absolue, 2535. M. Cuénat a 2537 voix.

Les conservateurs avaient recouru au Grand Conseil où l'affaire a été discutée.

La chancellerie d'Etat avait révisé les chiffres du scrutin et établi le résultat comme suit : 5066 voix valables ; majorité absolue, 2534 ; M. Cuénat a 2534 voix.

Les députés de l'opposition ont établi qu'un citoyen assisté avait indûment pris part à l'élection, que deux autres avaient voté hors de leur domicile, qu'un quatrième avait voté deux fois, que plusieurs bulletins portaient plus de noms que de candidats à élire. Le gouvernement a naturellement eu réponse à tout.

Mais ce qui donnait au cas de M. Cuénat un côté amusant, c'est le fait suivant :

On avait trouvé dans l'urne, à Porrentruy, un bulletin portant ces mots : *Cuénat est un cochon*. Le bureau électoral, dans lequel M. Cuénat siégeait et votait avec la majorité, décida que le bulletin serait admis et compterait pour M. Cuénat.

An Grand Conseil, M. Egli, conseiller d'Etat, a déclaré que ce bulletin avait disparu ; il a mis en doute qu'il eût jamais existé.

Alors M. Daucourt, député de Porrentruy, a exhibé une déclaration légalisée de deux membres du bureau électoral du district, se déclarant prêts à certifier, sous la foi du serment, qu'ils ont vu ce bulletin. De plus, le procès-verbal, signé par M. Cuénat lui-même, mentionne qu'un bulletin injurieux a été attribué par 12 voix contre 11 à M. Cuénat. Où est donc ce bulletin ? demande M. Daucourt.

M. Egli, cette fois, n'a pas répondu. Or, si l'on déduit ce suffrage de ceux obtenus par M. Cuénat, d'après la vérification faite deux fois par M. Egli lui-même, il ne restait à M. Cuénat que 2533 voix, une de moins que la majorité absolue.

M. Wyss, avocat, député conservateur de la ville de Berne, a réclamé une nouvelle enquête, afin de faire une lumière complète sur les faits, et en particulier sur la disparition du fameux bulletin.

L'enquête, naturellement, a été repoussée par 113 voix contre 48. Puis, l'élection a été validée par 102 voix contre 42.

Cela fait, le Grand Conseil a procédé à l'élection du nouveau préfet. Les conservateurs se sont abstenus. M. Boéchat, qui au second tour avait obtenu, comme candidat du district, 170 voix de plus que M. Cuénat, a dit qu'il renonçait à sa candidature, ne voulant pas faire à ceux qui l'ont élu, l'injure d'être mis sur la même liste que M. Cuénat.

Ensuite M. Cuénat doit sa nomination au bulletin qui l'injurie !

On peut se faire une idée de ce qu'est une élection dans le Jura bernois par le fait suivant, raconté au Grand Conseil par M. Follet et que personne n'a osé mettre en doute :

Un électeur avait été mis en prison pour n'avoir pas payé sa taxe militaire ; c'était un conservateur. Dans la prison, il fit la connaissance d'autres citoyens, qui n'avaient pas payé non plus leur impôt, mais qui étaient radicaux. Le samedi matin, avant le vote, ses camarades lui dirent :

— Ce soir, nous serons mis en liberté, car nous sommes radicaux ; tandis que toi, conservateur, tu ne seras libéré qu'après l'élection.

Ainsi fut fait !

NOUVELLES DES CANTONS

ZURICH. — On nous écrit de Zurich, le 12 novembre :

Notre Conseil de la ville (Stadtrath) a décidé dans sa dernière séance de lever un impôt volontaire au bénéfice des incendiés de Meyringen, Rebstein, Ladir et Schamisott, et des grêlés de notre canton qui ont vu à maintes reprises, ces dernières années, l'espérance de leur travail réduit à néant.

Tous les journaux annonçaient hier qu'aujourd'hui des hommes de confiance iraient de maison en maison quêter dans cette intention. En effet, on voyait arriver deux messieurs avec une grande cocarde bleue et blanche à la boutonnière, et l'on donnait ce qu'on voulait, glissant son offrande dans la boîte fermée qu'ils portaient : on était libre de désigner pour qui on voulait donner et, dans ce cas, on enveloppait son don d'un morceau de papier, écrivant dessus sa destination et le mettant ainsi dans la boîte. Le Con-

seil, dans son adresse aux Zurichois, avait recommandé qu'on recût aimablement ses envoyés, qui auront eu tout de même une rude journée.

BERNE. — Le Grand Conseil a voté une observation invitant le gouvernement à réagir contre la pratique du duel à l'université de Berne.

FRIBOURG. — M. le Dr Stock, conseiller national à Morat, et quatre autres citoyens ont demandé une concession pour un chemin de fer Morat-Sugiez-Anet, où il se reliait au tracé direct Neuchâtel-Berne. Devis : 440,000 fr.

St-GALL. — Dans la nuit de mercredi à jeudi, un violent incendie a détruit neuf maisons du village autrichien de Mader, dans le Vorarlberg, à une heure de la frontière.

VALAIS. — On nous écrit de Sion, 13 novembre : « Le feu a éclaté cette nuit dans la maison Arlettaz, rue du Grand-Pont.

A 3 h. 1/2, le cornet d'alarme réveillait les paisibles habitants endormis et mettait tout le monde sur pied. Les pompiers furent en un instant sur les lieux et au bout d'une heure de lutte on était maître du feu.

Malheureusement le sinistre, cette fois, ne se borne pas à des dégâts purement matériels. Le propriétaire de la maison, M. Arlettaz, qui s'était rendu au grenier pour sauver des objets qui y étaient déposés, fut tout à coup enveloppé de fumée et asphyxié ; personne n'avait remarqué sa disparition, et quand on le trouva, il respirait à peine. On le transporta dans une salle de l'Hôtel-de-Ville où des médecins lui prodiguèrent vainement des secours ; il était mort, asphyxié et en partie brûlé.

M. Arlettaz, négociant et conseiller municipal de Sion, était un homme justement estimé ; il meurt à 32 ans, laissant une jeune veuve et trois enfants éplorés, et des regrets unanimes dans la population sédentaire, vivement émue du malheur qui frappe un ménage modeste et une famille honorable ».

TESSIN. — Le Conseil d'Etat a rédigé un projet de loi divisant le canton en treize circonscriptions électorales.

NEUCHÂTEL. — Le sous-chef de la gare de Travers a pris la fuite avec 4000 fr.

GENÈVE. — M. François Perréard, maire de Chêne-Bourg, fabricant de tabacs, vient de mourir. Dans les différentes fonctions publiques qu'il a remplies, le défunt a toujours apporté un esprit conciliant. Il était membre du Grand Conseil et a fait partie, de 1885 à 1887, du Conseil d'Etat, chargé du département militaire.

Il a exprimé le désir que son corps soit incinéré et pris d'avance toutes ses mesures pour assurer l'exécution de ce vœu.

CANTON DE VAUD

GRAND CONSEIL

Séance du 12 novembre.

BUDGET DE 1892

M. Paccard rapporte sur le projet de budget de 1892, qui se résume comme suit :

Recettes,	Fr. 6,687,010
Dépenses,	6,972,960

Déficit présumé, Fr. 285,950

Ce déficit pourrait faire supposer qu'il y a lieu de chercher de nouvelles recettes ou de diminuer les dépenses. Mais depuis plusieurs années, les exercices sont présumés en déficit et soldent en équilibre, voire même en boni.

L'écart constaté entre les évaluations et les comptes des derniers exercices démontre que les budgets sont pessimistes. La commission les préfère tels, car la perspective d'un déficit peut exercer un salutaire influence sur l'emploi des deniers publics. Elle s'est néanmoins demandé si l'on ne pouvait pas se rapprocher davantage de la réalité dans l'évaluation des recettes et des dépenses. Mais elle a dû reconnaître les difficultés de cette tentative lorsqu'on aborde le détail.

« Il nous a semblé pourtant, dit M. Paccard, que l'on pourrait, sans danger d'erreur, augmenter de 40,000 fr. le chiffre des recettes présumées et diminuer d'autant le déficit prévu. Les recettes provenant de l'impôt mobilier se sont élevées en 1890 à 1,322,335 fr. Or, le Conseil d'Etat ne prévoit que 1,280,000 fr. de produit net en 1892. Cette différence ne paraît pas probable et elle n'est pas expliquée. Nous vous proposons en conséquence de prévoir 1,320,000 fr. comme produit net de l'impôt mobilier. »

Quant au chapitre des dépenses, la commission ne propose aucun changement de nature à influer sur le sommaire du budget. Elle se borne aux observations suivantes :

1^o Postérieurement à la présentation de son projet, le Conseil d'Etat a demandé une augmentation de crédit de 675 fr. pour acquisition de trois drapeaux de préfecture. La commission n'ayant pas réussi à se pénétrer de l'utilité de cette dépense, ne propose pas de modifier le projet sur ce point.

2^o Le budget porte une allocation de 800 fr. pour la destruction des animaux nuisibles. En 1890, on a dépensé 2305 fr. de ce chef. Il est vrai que sur cette somme, 2261 fr. ont été absorbés par des primes pour la destruction du renard. Or la commission croit que l'agriculture ne considère pas le renard comme lui étant aussi nuisible qu'on le dit dans le monde des chasseurs et elle estime qu'il y a lieu de réserver l'allocation pour d'autres objets. Ce n'est qu'à cette condition que le crédit sera suffisant, et il faut qu'il suffise.

En terminant, le rapporteur formule quelques vœux que l'examen du budget a suggérés à la commission :

1^o Le budget de l'Etat qui, dans son acception absolue, est l'ensemble des recettes et des dépenses publiques pendant une période déterminée, fait chez nous l'objet de deux actes législatifs. Par le premier, l'autorité prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour la période prochaine. C'est un état général des prévisions de recettes et de dépenses de toute nature à percevoir et à payer pour le compte de l'Etat au cours de la période. Nous lui donnons aussi le nom de budget, tandis qu'en France on le nomme plus exactement loi de finances. Par le second de ces actes, l'autorité constate les recettes et les dépenses de la période précédente. C'est le compte des recettes perçues et des dépenses effectuées pendant cette période, arrêté par les organes de la société. Ces deux actes législatifs ont donc, pour une même période, le même objet. Pourquoi ne le fait-on pas étudier par une même commission ? Ne serait-ce pas plus rationnel que de les soumettre à deux commissions différentes comme maintenant. Car, à cette heure, la commission qui examine le budget d'un exercice n'en examine pas le compte, ce dernier étant soumis à une commission qui examine le budget d'un exercice postérieur de deux ans.

2^o Bien que nous nommions improprement budget ce qu'en France on nomme loi de finances, il n'en est pas moins un de ces actes législatifs qu'un exposé des motifs doit accompagner. Mais chez nous cet exposé consiste en notes succinctes et vraiment trop laconiques, insérées dans le corps du tableau des recettes et dépenses présumées. Il serait utile, croyons-nous, que le Conseil d'Etat justifiât plus

abondamment, au moyen d'un exposé des motifs distinct du tableau, les différences probables du budget d'un exercice avec le budget de l'exercice précédent.

3^o La commission aurait voulu pouvoir apporter des modifications à toutes les rubriques du budget qui rappellent que le système des émoluments fleurit dans le canton de Vaud. La substitution des traitements fixes aux traitements par émoluments lui paraît à tous égards désirable. Nous avons la conviction qu'il en résulterait une répartition plus équitable des dépenses que l'Etat fait pour son personnel en même temps qu'une diminution de la fortune publique et des particuliers. Mais comme le budget, sous ce rapport, est lié par des lois spéciales, nous nous bornons à émettre le vœu que l'Etat étudie la modification de ces lois en vue de la généralisation des traitements fixes et de la suppression des traitements par émoluments.

4^o Comme dernier vœu, nous avons l'honneur de demander que la direction du cadastre soit déchargée de la plus grande partie des travaux qu'on requiert d'elle en matière d'impôt. Qu'elle soit tenue de fournir le tableau des sommes cadastrales de chaque commune, qui sert de base à la perception de l'impôt foncier et autres contributions immobilières, c'est bien. Mais la vérification des contributions nous paraît devoir rentrer dans le service des finances proprement dit. C'est une besogne qui ne rentre pas dans le cadre d'un bureau de techniciens comme celui de la direction du cadastre.

Le budget est voté, en première lecture, sans changements. La proposition de la commission d'élever de 40,000 francs le produit de l'impôt mobilier ne pourra venir en discussion, — d'après l'avis de la présidence, — que lorsque la loi d'impôt aura été votée.

La conduite des travaux et l'entretien des plantations est confiée à un expert forestier nommé par le Conseil d'Etat sur la présentation de la commission exécutive.

L'entreprise étant déclarée d'utilité publique, l'Etat pourra acquérir par voie d'expropriation les terrains destinés à être boisés, notamment pour l'établissement de rideaux protecteurs, lesquels pourront être agrandis.

L'Etat alloue à l'entreprise une subvention du quart de la dépense totale, soit de 15,750 francs.

A propos de l'article 1^{er} du décret, M. de Haller demande quelques explications au Conseil d'Etat. Il aimerait être informé des causes de la non-participation de la commune de Roche à l'entreprise.

M. VIGUÉ, conseiller d'Etat, répond qu'au début la commune de Roche était d'accord, mais que plus tard elle a changé d'avis, sans donner de son refus aucune raison plausible. Le 2 novembre elle a écrit au Conseil d'Etat qu'elle ne voulait pas participer à l'entreprise parce qu'elle s'estime déjà suffisamment obérée. Or on ne lui demandait pour toutes choses qu'une allocation de 130 francs par an. Il est évident qu'en présence de ce refus, l'Etat devra agir en lieu et place de la commune; il est inadmissible qu'une entreprise de cette importance soit contre-carrée par un mauvais vouloir que rien ne justifie.

IMPOSITIONS COMMUNALES

Des décrets autorisant les communes du Chenit et de Bussy sur Moudon à percevoir des impôts, sont votés sans discussion sur le rapport de M. JANNIN.

Parmi les impôts nouveaux que crée la commune du Chenit figure un impôt de 5 francs sur les vélocipèdes. Une vive opposition a été faite à ce projet par les intéressés, mais la municipalité et le Conseil d'Etat ont pris parti pour l'impôt, et la commission renchérit encore sur les arguments des ennemis du vélocipède. Pour un rien, M. Jannin considérerait cet instrument comme une nuisance publique: c'est un pur objet de luxe, c'est encombrant, ça effraye les chevaux, ça dérange les piétons, et ce n'est pas hygiénique, la seule chose hygiénique étant, — d'après le rapporteur, qui possède sans doute un joli char de chasse, — d'aller à pied.

Les deux décrets sont votés sans débat et sans amendements.

LE CRÉDIT AGRICOLE

Le 11 mai, M. MOTTAZ, député de Lausanne, et quelques-uns de ses collègues ont présenté au Grand Conseil la motion suivante:

Le Conseil d'Etat est invité à procéder à une enquête sur les conséquences morales, économiques et sociales de l'organisation actuelle du crédit, et, le cas échéant, d'après le résultat de cette enquête, de présenter au Grand Conseil des propositions dans le sens d'une réorganisation qui soit mieux en rapport avec les besoins, l'intérêt et la prospérité d'un pays agricole.

M. CAVAT rapporte au nom de la commission chargée d'examiner cette motion.

Il constate que la question soulevée n'est pas nouvelle; elle remonte à 40 ou 50 ans. Des cette époque, des enquêtes périodiques ont été faites pour rechercher les causes du soi-disant malaise auquel l'agriculture est en proie. Peut-être a-t-on employé à cela beaucoup trop de temps et de papier, car si dans le canton de Vaud l'agriculture est en souffrance, on ne peut pas en attribuer toute la faute aux mauvaises années. On peut même dire qu'à l'exception de la vigne les récoltes ont été en général abondantes et que les prix sont assez élevés pour que producteurs et consommateurs soient satisfaits.

Il faut donc chercher ailleurs la cause du mal. M. Cavat la trouve dans le développement du luxe et des plaisirs. Si la campagne avait conservé son cachet simple et modeste d'autrefois, dit-il, nous n'aurions pas besoin aujourd'hui de rechercher les moyens de faciliter les prêts agricoles.

« En effet, le luxe s'est étendu à la campagne. Nos hommes mènent d'autrefois une vie simple et frugale, des enquêtes périodiques ont été faites pour rechercher les causes du soi-disant malaise auquel l'agriculture est en proie. Peut-être a-t-on employé à cela beaucoup trop de temps et de papier, car si dans le canton de Vaud l'agriculture est en souffrance, on ne peut pas en attribuer toute la faute aux mauvaises années. On peut même dire qu'à l'exception de la vigne les récoltes ont été en général abondantes et que les prix sont assez élevés pour que producteurs et consommateurs soient satisfaits.

« Les fêtes répétées, qu'elles soient locales, cantonales ou fédérales, sont aussi une source de dépenses; de nos jours, chacun veut être patriote et entendre les discours de nos grands orateurs. Pour ces courses, un joli char avec harnais à la mode est indispensable; à moins qu'on ne soit à proximité d'un chemin de fer, ce qui est encore bien plus coûteux, car, soit dit en passant, si pour les localités industrielles et commerciales les chemins de fer sont nécessaires, ils le sont beaucoup moins pour la campagne. On pourrait citer une quantité de bons villages vaudois qui reculent depuis qu'ils sont à proximité d'une gare. Au lieu de se servir du chemin de fer pour les courses indispensables seulement, on commence par les trains de plaisir et autres, puis on finit par l'expédition en grand du fumier de la ferme, qui était une réserve pour la récolte future et devait redonner à la terre sa vigueur et sa richesse normales. Les billets du dimanche ne contribuent pas non plus à relever notre économie agricole, car ils prennent dans la poche du petit voyageur de quoi faire hausser les actions des capitalistes. En somme, ce n'est pas notre pays qui a changé, ce sont les conditions de la vie; ce qui satisfaisait nos grands-pères ne nous satisfait plus; avec le progrès et la facilité des relations et des transports, les exigences de la vie ont augmenté. Voilà la vraie crise agricole.

« Ou faut-il chercher le remède? Est-il bon de faciliter toute mesure le crédit? Cela peut avoir de graves inconvénients. On a parlé aussi d'insinuer le gage sur le bétail, mais cela a paru bien difficile et du reste cela ne serait plus guère praticable avec la nouvelle loi sur la poursuite et la faillite.

Les syndicats agricoles sont un moyen, et un excellent moyen. Les premiers syndicats se sont créés spécialement en vue de l'élevage du bétail. Mais ils peuvent aussi pratiquer l'achat et la vente en gros des denrées, et peut-être la petite banque. Il serait bon aussi d'examiner la possibilité d'introduire chez nous le système des caisses de Ralfeisen, qui ont rendu d'excellents services en Allemagne.

La commission propose le renvoi de la motion au Conseil d'Etat pour enquête et, éventuellement, pour rapport.

M. VIGUÉ ne s'oppose pas à ce renvoi et il veut bien faire l'enquête, mais il ne se fait pas d'illusions sur les résultats auxquels on aboutira. Une enquête semblable a déjà été faite en 1883; la date est bien rapprochée pour en commencer une nouvelle.

Dans l'idée de l'orateur, le seul remède pratique est le syndicat. Il faut faire connaître les syndicats, les multiplier et les développer.

Sur la demande de M. PENOUX, le Grand Conseil décide que le rapport de M. Cavat sera imprimé et distribué.

Les conclusions de la commission sont votées. La séance est levée à midi.

Séance du 13 novembre.

L'absence de deux rapporteurs écourté l'ordre du jour. Ouverte à 9 heures, la séance est levée à 10 heures.

Sur le rapport de M. AUBERT, le Grand Conseil autorise la vente de diverses parcelles de terrain dépendant de la cure de Gryon.

M. RAMELET rapporte sur une pétition demandant que les protêts des lettres de change et billets à ordre soient dressés par les préposés aux poursuites.

Actuellement, les notaires seuls en sont chargés. Cependant une exception a été faite, dans la loi qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1892, en faveur de la Banque cantonale vaudoise: cet établissement fera dresser ses protêts par l'un des préposés aux poursuites de Lausanne.

La commission, d'accord avec les pétitionnaires, ne voit pas pourquoi le public tout entier ne serait pas mis au bénéfice de ce système. Le code fédéral des obligations a laissé aux cantons la faculté de désigner les fonctionnaires qui léveraient les protêts. On peut donc en charger les préposés. Mais il y aurait des inconvénients à remettre ce travail à ces fonctionnaires seuls. Il pourrait arriver qu'un préposé fût absent ou trop chargé d'occupations pour pouvoir faire sa besogne dans les délais prescrits. La commission propose donc que les préposés aux poursuites, les préposés aux faillites et les notaires soient chargés de lever les protêts. Elle demande au Conseil d'Etat de présenter un projet de loi conforme dans le cours de la présente session.

M. VIREUX ne s'oppose pas au renvoi de la pétition au Conseil d'Etat dans le sens du rapport de la commission, mais il fait toutes ses réserves sur la possibilité de présenter un projet de loi dans le cours de la session. Le temps matériel fera vraisemblablement défaut. Si l'on ne peut aboutir, ce sera pour la reprise de session de janvier ou février.

M. CHESNOD rapporte sur deux décrets relatifs à la gratuité du matériel scolaire.

Par le premier, l'Etat demande les crédits nécessaires pour pouvoir commencer, dès le 1^{er} avril 1892, la distribution gratuite d'une partie des manuels. Jusque-là on n'a distribué que les fournitures courantes: plumes, papier, encre, crayons, etc. On est aujourd'hui en mesure de faire un pas de plus, moyennant une augmentation de crédit de 22,000 fr. (60,000 fr. au lieu de 38,000 fr.) Plus tard, l'Etat et les communes prendront à leur charge la totalité des manuels, mais ce moment n'est pas encore venu.

Par le second décret, il est créé, au département de l'instruction publique, un poste d'adjoint chef du bureau des fournitures scolaires, avec un traitement de 2800 à 4000 fr.

Les deux décrets sont votés sans amendement et sans discussion.

Le Grand Conseil vote encore en second débat et définitivement: le décret relatif à l'agrandissement du cimetière d'Ormont-Dessus; — le décret autorisant une expropriation à Cheseaux pour le passage d'une canalisation; — le décret portant achat de deux sources pour l'asile de Cery.

Phylloxéra. — Le préfet de Morges a prononcé dernièrement une amende de 150 francs contre un propriétaire qui avait introduit et planté sur son terrain des barbes provenant du canton de Genève. Un examen minutieux des racines n'a pas fait découvrir des nodosités suspectes. Toutefois, pour satisfaire à la loi, les barbes ont été arrachées et brûlées en présence du préfet et du commissaire du cercle.

Aigle. — Le fohn ayant soufflé mardi et mercredi à Aigle avec une extrême violence, la municipalité a fait publier, au son de la caisse, une interdiction de fumer dans les rues.

Montreux. — La troisième liste de souscription pour la transformation de la place de la Rouvenaz en jardin public s'élève à 11,735 fr.

Leysin. — Il y a eu à Leysin, au mois de septembre, 168 heures de soleil. Trois jours seulement il ne s'est pas montré. Mardi dernier, la première neige a fait son apparition, mais pour disparaître quelques heures plus tard. De nombreux ouvriers travaillent à un champ de patinage à l'usage des étrangers qui passeront ici l'hiver.

La Vallée. — Un membre du Vélo-Club du Sentier vient d'effectuer un vrai tour de force qui mérite d'être signalé.

Parti du Sentier dimanche matin à 10 h. 30 m. il est arrivé à Lausanne à 12 h. 57 m.; il a donc fait 43 kilomètres en 2 heures 27 minutes en traversant la montagne par Mollendruz, et il est rentré le même jour au Sentier.

LAUSANNE

Concours international de musique. — Le comité central du concours international de musique projeté à Lausanne pour 1892 adresse au public une circulaire exposant les conditions auxquelles le concours pourra avoir lieu. Le budget se présente comme suit:

Dépenses: Fr. 61,000
Recettes: » 25,000

Différence, Fr. 36,000 à trouver par émission d'actions.

« C'est ainsi une somme minimum de 36,000 fr. qu'il s'agit de trouver, dit la circulaire. Cette somme est importante, aussi, dans les circonstances où se trouve la ville de Lausanne, les membres du comité eussent-ils hésité à venir, après tant d'autres, demander un nouveau sacrifice à leurs concitoyens, s'ils n'avaient tous acquis la conviction positive, basée sur les résultats du concours de Genève, qu'une fête telle qu'ils la convoient procure à la ville où elle se célèbre une ample compensation des efforts faits pour en déterminer la réussite.

« On peut, en effet, compter sur la présence d'au moins deux cents sociétés étrangères, non compris les parents et amis des membres que l'attrait d'un voyage dans notre beau pays amènera dans nos murs.

« A l'inverse de ce qui a lieu en d'autres solennités, ce n'est plus seulement sur un point unique de la ville qu'est le centre de la fête; celle-ci se célèbre, au contraire, dans chaque quartier où se trouve une salle de dimensions suffisantes pour recevoir les chanteurs et musiciens prenant part aux divers concours.

« Il n'y a pas non plus de cantines ni de banquets officiels, les sociétés ayant chacune son local désigné d'avance, hôtel, restaurant ou café, où ses membres se rendent pour prendre leurs repas en commun. Enfin, le séjour à Lausanne d'hôtes en si grand nombre, car c'est par milliers qu'il faut les compter, amènera un flot inusité de visiteurs dans les magasins de la ville, l'expérience qui en a été faite à Genève en est un garant certain.

Conférences. — On nous écrit de Morges: « Le public lausannois aura dans quelques jours, — les 16 et 23 novembre — la bonne fortune d'entendre Mlle Berthe Vadier, dont le nom et les œuvres lui sont trop connus pour qu'une recommandation quelconque leur soit nécessaire. Je ne voudrais que dire quelques mots du sujet qu'elle traitera, dont elle nous a entretenus ici, et qui nous a charmés autant qu'intéressés. En apparence, ce sujet est grave, puisqu'il s'agit du moraliste espagnol Jean-Louis Vivès et de son gros livre sur l'Education de la femme chrétienne; mais, en réalité, Mlle Vadier, par sa captivante causerie, l'anime si bien et lui rend si adroitement la vie que trois siècles de sommeil lui ont ôtés, qu'il semble qu'à s'occuper de Vivès, on ait affaire à l'un des plus enjoués, des plus originaux de nos contemporains. Il

est curieux, au surplus, de savoir comment un Espagnol du XVI^e siècle comprenait l'éducation des jeunes filles, les devoirs et les droits de la femme mariée et de la veuve. Il y a, en somme, peu de sujets plus actuels, et je crois pouvoir dire qu'il en est peu que nous ayons entendu traiter avec plus de compétence, de délicatesse et d'esprit. Et vous savez qu'à Morges nous sommes difficiles! Je ne doute pas que le public lausannois ne fasse à Mlle Vadier et à Jean-Louis Vivès l'accueil le plus sympathique.

J. C.

— Demain samedi, dans sa troisième conférence, M. Carrara entrera dans quelques détails sur la gastronomie d'autrefois et sur la cuisine de nos pères. Il passera en revue le mobilier, la salle à manger, le service de table, les menus, les accessoires: éclairage, linge, vaisselle, etc. L'assiette, la cuillère, le couteau et le curo-dents lui fourniront l'occasion de quelques renseignements curieux. Il parlera enfin des boissons et de la manière dont elles étaient présentées aux convives.

Conférences. — M. Redard, professeur à Genève, président de l'Institut national genevois, fera aujourd'hui, à 5 heures, sa première conférence sur le Roman français au XIX^e siècle. Le programme de cette séance porte: « Le Roman français avant le XIX^e siècle. — Son évolution, de l'idéal chevaleresque au tableau des mœurs contemporaines: Blanchefleur, Nicolette, Astrée, Dulcinée, Princesse de Clèves, Manon, Julie, Virginie. »

Nous recommandons chèrement ces séances au public lettré; ce seront de libres causeries d'un vif intérêt, M. Redard étant un homme de goût et un esprit sérieux.

Le conférencier consacra la moitié de sa recette au monument d'Alexandre Vinet.

Théâtre. — M. Scheler a très bien réussi dans son entreprise d'hier; la représentation du *Misanthrope* a été un succès. D'abord la salle était comble; rien ne dispose mieux comédiens et public. Puis, dès les premières scènes, l'auditoire a pu se convaincre que les acteurs possédaient leur pièce et en étaient maîtres. Le premier acte, ce pur chef-d'œuvre d'exposition dramatique, a été dit par MM. Alphonse et Gustave Scheler et M. Descoches avec un rare talent et une parfaite distinction; on pourrait courir loin et chercher longtemps avant d'entendre du Molière aussi bien interprété et présenté. Au reste, pendant toute la soirée, ces trois artistes ont été à la hauteur de la situation. M. Alphonse Scheler, en particulier, a tenu son rôle d'Alceste en comédien qui possède les bonnes traditions de la scène et en lettré qui s'est donné la peine de créer son personnage. On l'a beaucoup applaudi et aux bons endroits, ce qui était justice et montrait que l'auditoire suivait avec intelligence le jeu de l'acteur et la pensée du maître. — M. Gustave Scheler était fort bien dans son charmant costume de soie, tout chargé de dentelles, de rubans et d'aiguillettes.

Trois mignons aussi MM. Monplaisir et Clerc; ils ont beaucoup amusé et bien tenu la scène ensorte que pour les rôles d'hommes il n'y a qu'à louer.

Mme Baltig est de ces artistes dont on est sûr et qu'on trouve toujours d'aplomb; elle a de bonnes pratiques, étudiée bien ses rôles et sait comment on les dit. Hier, dans Arsinée, elle a été ce qu'il fallait. Tandis que M. Gérard n'y a pas compris son personnage. Elle a réussi à faire de Célimène, spirituelle et volage, légère et amoureuse du plaisir, mais élégante et de bon ton, une sorte de grande coquette, passionnée et altière, comme on en trouve dans les drames de M. Victorien Sardou; ce n'était pas cela du tout.

M. Scheler avait fort bien monté sa pièce; les costumes en particulier étaient très bien soignés. Nous lui conseillons, s'il redonne le *Misanthrope*, qui lui sera certainement redonné, d'abréger les entr'actes ou même d'en supprimer trois sur quatre; il n'y a aucune nécessité à en faire et à les prolonger, plusieurs inconvénients dont le moindre est de faire languir un spectacle qu'il importe de mener lestement.

Nous remercions chaleureusement M. Scheler de sa soirée d'hier; il est dans la bonne voie et s'il y persévère, forcera l'attention du public. Le grand succès du spectacle d'hier le lui montre.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Les maladies du langage.

La cause la plus fréquente de ces maladies, c'est, comme nous l'avons déjà indiqué, l'hémorragie cérébrale qu'on appelle autrefois attaque d'apoplexie. La pulpe molle du cerveau est traversée par des artères qui se résolvent en capillaires; les capillaires sont à leur tour la racine du réseau veineux qui ramène au cœur le sang qui nourrit incessamment le cerveau.

Les artères sont fréquemment le siège, à partir d'un certain âge, d'une altération de leur paroi qu'on appelle athérome. L'athérome les rend dures et friables et les expose à se rompre subitement, comme une conduite d'eau, sous l'influence de la pression du sang. Or comme le tissu du cerveau est très mou et ne leur forme pas de soutien, c'est dans le cerveau que les petites artères se rompent le plus souvent; le sang s'infiltre alors dans une portion plus ou moins étendue du cerveau.

Quand l'hémorragie est très abondante, le malade est foudroyé.

Mais si l'artère est petite, le cerveau résiste à l'épanchement du sang qui se coagule, et le caillot bouche l'orifice par où le sang s'est échappé. Après une perte de connaissance passagère ou un simple vertige, le cerveau reprend souvent la plénitude de ses fonctions. Mais, d'autres fois, suivant le point qui a été lésé, le malade peut avoir perdu la faculté de mouvoir une partie de son corps ainsi que l'une ou l'autre des fonctions du langage.

Quelquefois l'hémorragie détermine exclusivement une forme d'aphasie.

Après l'hémorragie, la cause la plus fréquente d'aphasie, c'est l'oblitération d'une artère par un caillot qui s'y forme ou qui s'est détaché du cœur malade et vient obliterer la lumière du vaisseau. Ce dernier cas prend le nom d'embolie. Enfin des tumeurs naissant dans le cerveau peuvent comprimer ou détruire les centres nerveux du langage.

Ces centres, dont nous avons décrit les fonctions, sont unis les uns aux autres par des fibres nerveuses, véritables câbles de communication, semblables aux câbles téléphoniques. Ils communiquent tous avec un autre centre commun qu'on appelle le centre d'associations des idées, centre de l'idéation. Il se tient en communication incessante avec tous les autres centres secondaires, compare les renseignements qu'ils lui fournissent, établit des relations entre les différents phénomènes et constitue l'intelligence. Ce centre, où aboutissent une foule de fils nerveux qui lui apportent des impressions et d'où part un réseau de fibres

qui portent des ordres de mouvements, est étendu dans une portion considérable du cerveau; ses limites sont incertaines. Les centres d'expression et de réception de la pensée occupent au contraire des points fixes et nettement délimités. Revenons maintenant l'étude de ces centres et de leurs relations.

Le mécanisme du langage repose sur une extrême division du travail. Il y a des cellules nerveuses qui se chargent exclusivement de transformer les impressions auditives en idées auditives; elles présentent au centre de l'association des idées, où règne le moi, des sensations revêtues d'une forme intellectuelle; c'est grâce à elles et à elles seules que le bruit d'une parole qui résonne à mon oreille présente un sens à mon intelligence; supprimez ce groupe de cellules, qui siègent dans l'écorce de la première circonvolution temporale, et je n'entendrai plus que des bruits. Car ce sont elles seules qui ont été chargées de comprendre les sons des mots, leur relation avec la chose désignée.

Il y a des cellules dans la circonvolution appelée le pli courbe et le lobule du pli courbe, qui ont la faculté de transformer les sensations visuelles des mots écrits en images visuelles. Elles seules fournissent au centre d'association des idées l'intelligence des signes visuels; ce sont elles seules qui ont appris à épeler et à lire en établissant des relations entre le signe vu et le mot entendu; supprimez-les et je ne vois plus que des traits noirs sur du papier blanc.

Réciproquement, il y a des centres de mémoire et de coordination des mouvements nécessaires pour produire la parole, l'écriture, les gestes.

Le malade ne peut plus parler quand le centre représentateur et coordinateur des mouvements de l'articulation des mots est altéré. Ce centre, qui siège au pied de la troisième circonvolution frontale, met en jeu en même temps les muscles du larynx, du voile du palais, de la langue et des lèvres. L'idée, à l'état de chose représentée, est parfaitement claire puisque le malade peut la traduire par des gestes et quelquefois par l'écriture, mais elle n'est plus traduite en paroles. Si vous présentez au malade un couteau en lui disant que c'est un crayon, il vous répondra par des gestes de dénégation énergique. Le malade ne peut plus proférer que des cris ou prononcer des mots sans rapport avec l'idée qu'il veut exprimer.

Il y a aussi un centre qui coordonne les mouvements nécessaires pour produire les gestes volontaires.

Les sensations auditives et les sensations visuelles ainsi élaborées par ces centres secondaires sont reliées entre elles par le centre général d'association des idées qui combine les images actuelles avec des images anciennes; il les évoque, et grâce à l'idée qui apparaît, il actionne le mécanisme automatique des centres coordinateurs des mouvements de la parole et des gestes.

Ces centres subordonnés de réception sensorielle et de transmission expressive sont aussi unis entre eux par des fibres nerveuses; ils s'excitent, ils se réveillent les uns les autres. En pensant nous entendons les mots parlés et nous avons conscience des mouvements nécessaires pour les prononcer. L'impression auditive qui naît dans le centre auditif, et l'image des mouvements nécessaires à l'émission de la parole sont intimement liés dans le langage intérieur et c'est cette union qui constitue le mot.

Dans la lecture mentale, les lettres excitent le centre des images visuelles qui anime à son tour le centre auditif; ce dernier agit par l'intermédiaire du centre de l'idéation sur le centre de coordination des mouvements de la parole, si bien que beaucoup de personnes bougent les lèvres en lisant.

On n'a pas encore démontré l'existence d'un centre spécial pour les mouvements de l'écriture. Le Dr Déjerine fait voir que tous les cas d'agraphie ou perte de la faculté d'écrire, s'expliquent par des lésions des centres déjà localisés ou par des lésions des fibres qui les unissent.

Il est clair, par exemple, que si le centre des images visuelles des lettres est entièrement détruit, le malade ne pourra ni écrire spontanément, ni écrire sous dictée, puisqu'il ne se représente plus les lettres; ni copier, puisqu'il n'en comprend plus l'image. Dans le cas que nous avons décrit au début de cette étude, le malade ne pouvait plus traduire les impressions visuelles reçues du dehors, mais il pouvait encore se représenter les mouvements de la main nécessaires pour former les lettres, puisqu'il écrivait.

Il avait perdu le sens de l'image visuelle, mais il avait conservé ce qu'on appelle l'image graphique, l'image du mouvement de l'écriture. Il écrivait comme on écrit avec les yeux fermés. Le centre des mouvements de la main pour écrire, se confondait donc avec le centre général des mouvements du membre supérieur droit qui se trouve localisé au sommet de la circonvolution frontale ascendante gauche, en avant de la scissure de Rolando.

Les lésions de ces divers centres peuvent se combiner dans les formes les plus variées et les plus inattendues. Il y a même des localisations dans les localisations. Dans le centre coordinateur des mouvements de la parole, il y a des cellules qui ont appris à parler les langues nouvelles, de sorte qu'on peut perdre l'anglais ou le russe et garder le français, en vertu de cette loi dite de dissolution qui veut que les notions les plus familières, les plus anciennes restent les plus solides. On trouve des malades qui à la suite d'une attaque n'ont perdu que la faculté de calculer ou de lire les notes de musique.

On voit des aphasiques qui ne peuvent prononcer une phrase et qui pourront chanter une chanson avec les paroles, alors qu'il leur serait impossible de les prononcer sans la musique. Il y a donc un point du cerveau où nous lions la mémoire de la musique à celle des paroles chantées. Tous les chanteurs savent d'ailleurs par leur propre expérience que les

paroles d'un air leur reviennent en le chantant.

Nous n'avons pu donner qu'une idée générale et fragmentaire de ce sujet qui nous conduit dans l'intimité des relations du physique avec le mental. Tous ces résultats sont fondés sur de nombreuses autopsies. Il est bien évident que les moyens d'expression de la pensée constituent un mécanisme très complexe.

Les centres du langage constituent la mémoire intellectuelle primordiale, ils sont en quelque sorte le registre intérieur de la pensée. Les pages de ce registre sont couvertes de renvois qui traduisent la langue du son dans celle de l'écriture et du geste. C'est ce registre que l'enfant se constitue péniblement par l'éducation. L'adulte le feuillette à chaque instant avec une sûreté si parfaite et une rapidité si grande que ce travail échappe à la conscience. Sans nous en douter nous y lisons incessamment le sens des paroles et celui des écritures. Nous donnons en outre des ordres d'expression à des mécanismes que nous avons formés peu à peu et qui, en vertu de la loi de la division du travail, deviennent des coopérateurs indépendants. Qu'une hémorragie se produise et des feuilles entières de notre registre mental sont altérées, illisibles, détruites; et avant d'y avoir recours nous nous en doutons aussi peu qu'un écrivain ne se doute qu'on a dérobé un livre de sa bibliothèque et qu'on en a détruit des pages entières avant de le chercher ou de l'ouvrir.

L'existence actuelle du pouvoir de lire, de parler ou d'écrire ne répond en nous à aucune sensation particulière.

Ainsi que Hume l'a déjà fait remarquer pour la perte du mouvement des membres, nous ne nous rendons compte de la perte d'une des fonctions du langage qu'en essayant de l'exercer.

Les localisations deviendront certainement de plus en plus exactes, mais si loin qu'on les pousse, on n'arrivera jamais à résoudre la pensée dans ce qui n'est pas elle-même. Le mouvement des corps, si compliqué qu'on le conçoive, les vibrations les plus petites ne peuvent engendrer que du mouvement. Entre le mouvement le plus petit et la sensation la plus obscure il y a un abîme infranchissable. On ne peut le franchir qu'en plaçant la sensation dans le mouvement lui-même.

Le problème ne consiste donc pas, comme le croient les esprits vulgaires, à savoir comment on pourrait rattacher la pensée et le monde de notre conscience à la matière et au mouvement, mais comment on pourrait réduire en sensations, desirs, idées tout ce que nous voyons, tout l'univers matériel, toutes les forces mécaniques.

Le seul principe d'activité que nous connaissons, vu du dedans, c'est nous-mêmes. Tous les autres agents, hommes, animaux, plantes, matière et force ne nous sont connus que du dehors, par leurs mouvements. Ces mouvements deviennent un langage quand nous arrivons à comprendre ce qui se passe au dedans de ces agents. Le problème de la philosophie des sciences, si bien posé par un éminent critique, M. A. Fouillée, consisterait à nous rendre intérieur le dedans de toutes choses; à déceler les éléments spirituels, analogues à ceux qui sont le principe intérieur de nos mouvements: sensations plus ou moins sourdes, efforts, desirs, idées plus ou moins conscientes, qui ont les lois abstraites de la mécanique pour symboles. Le fond de tout serait spirituel; les corps, les phénomènes, le mouvement, seraient la manifestation extérieure de ce côté intérieur, tout mental et psychique des choses. Le but de la spéculation serait donc de comprendre le langage ou plus exactement les gestes de l'univers, la vie intérieure des agents. Le problème de la relation du physique et du mental est peut-être insoluble; ce langage cosmique le comprendrons-nous jamais? La seule langue universelle qui parle en nous, c'est le devoir.

Dr H. SECRETAN.

DÉPÊCHES

Genève, 13 novembre. — Les catholiques non subventionnés ont tenu hier soir une réunion à laquelle assistaient soixante personnes. Aucun notable du parti n'était présent. Je crois savoir que, par 34 voix contre 18, il a été décidé de lancer une liste incomplète portant les candidats démocrates moins MM. les conseillers d'Etat Dufour et Boissonnas auxquels on reproche d'avoir voté au Grand Conseil les subsides en faveur des étudiants en théologie vieux-catholiques (1).

Rio-de-Janeiro, 13 novembre. — Les séparatistes sont maîtres absolus de la province de Rio-Grande-do-Sul. Des officiers ont été envoyés dans cette province.

L'armée et la marine sont prêtes à proclamer le généralissime Deodoro de Fonseca dictateur à vie. Les rangs de l'armée sont complétés par des enrôlements forcés.

Le gouvernement a décidé de maintenir toutes les légations à l'étranger.

Les élections du Congrès sont fixées à la fin de janvier ou au commencement de février.

Londres, 13 novembre. — Le Times apprend de Santiago que le ministère chilien a démissionné.

(1) Cette dépêche s'explique par la lettre de Genève que la Gazette donne en première page.

Ed. FERR, éditeur.

LETTE D'UNE MÈRE

« Depuis qu'à sa toilette elle use chaque jour du savon du Congo, ce doux parfum de France, Claire a le teint plus frais qu'un pastel de Latour. On qu'un tableau signé des maîtres de Florence. »

Savonnerie Victor Vaissier, Paris.

Ag. dép. FRAY & SAUNIER, 35, rue Tupin, Lyon.

Voir les Bourses à la 4^e page.

